

Bulletin d'histoire politique

Pertinence du politique

Martin Pâquet



Volume 23, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026497ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026497ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Pâquet, M. (2014). Pertinence du politique. *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 7–11. <https://doi.org/10.7202/1026497ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Pertinence du politique

MARTIN PÂQUET
Département des sciences historiques
Université Laval

« Nous sommes en campagne élec-to-rale. On n'est pas en campagne sur l'avenir du Québec, on est en campagne électorale. »

PAULINE MAROIS, citée par Paul Journet,
La Presse, 13 mars 2014.

« *Allowing students to explore their interests in CEGEP is an important impetus for engagement, which helps combat Quebec's lamentable dropout rate. Also, the understanding of history is not well served by forcing it on disinterested young adults.* »

The Montreal Gazette,
« Editorial: Bolduc is right to leave history alone »,
13 mai 2014.

Issues des débats et polémiques de l'actualité récente, ces deux affirmations sont exemplaires à plus d'un titre¹. Sur un plan littéral, elles sont des prises de position visant, du haut de leur autorité présumée, à calmer le jeu partisan. Sur un plan rhétorique, elles ressortissent à des sophismes *non sequitur* : la conclusion de l'argument ne suit pas les prémisses énoncées. Une campagne électorale concerne *en fait* l'avenir du Québec, l'engagement présent de jeunes adultes découle *nécessairement* de leur compréhension de l'histoire quelle qu'elle soit. Plus fondamentalement, elles relèvent d'une idée répandue dans nos sociétés contemporaines : celle du déni du politique, notamment dans sa prise en considération des perspectives temporelles et dans sa capacité d'habilitation civique.

Le politique, une question de perspective

Au-delà de la pertinence de l'histoire politique qui a récemment été plaidée dans ces pages², il en va de la pertinence même du politique qu'il faut évoquer. Qu'entend-on par *le* politique, terme souvent confondu avec *la* politique? Si *la* politique renvoie au combat partisan, aux rapports de force entre protagonistes pour l'exercice du pouvoir, *le* politique porte sur des éléments plus globaux qui relèvent de la vie en commun. D'abord, il est polémique. Il concerne la gestion des divisions traversant nos sociétés, que ces dernières relèvent des rapports entre les hommes et les femmes; entre les classes sociales; entre les groupes racialisés, ethniques ou linguistiques; entre les orientations relevant du sexe; entre les États et les nations, etc.

Ensuite, le politique se fait utopie: il implique une projection dans le temps. Dans un futur pensable d'abord, puisque ce futur oriente l'action et les projets. Dans un passé concevable ensuite, puisque la connaissance historique et la mémoire des actes passés fondent l'expérience et les espérances des citoyens. Dans le présent vécu enfin, puisque cette projection dans le temps est au cœur de l'habilitation des citoyens. En effet, elle donne sens à l'action politique puisqu'elle fournit une perspective aux citoyens en les situant dans un mouvement du temps. Lorsqu'ils sont dotés d'une perspective, les citoyens ne naviguent plus à vue dans le brouillard du présent. Ils ne sont pas plus obsédés par le passé parce que leurs espoirs les guident vers le futur. Ils ne fuient pas plus vers l'avenir sans réfléchir, car ils possèdent des repères, des balises inscrites dans le temps passé. La perspective temporelle est donc consubstantielle au politique: c'est elle qui rend possible l'action, fonde les décisions, légitime les projets. C'est notamment la prise en compte de la perspective qui permet l'habilitation civique.

Espace et temps du politique

On le voit, le politique est affaire de cartographie. Notre monde politique contemporain a connu un bouleversement des perspectives spatiales. D'abord, des enjeux internationaux tels que ceux de l'environnement et de la macro-économie, ont des impacts directs sur nos vies: des dossiers comme l'oléoduc Keystone XL, les sables bitumineux de l'Alberta ou le libre-échange Canada-Union européenne en sont des exemples. Ensuite, les enjeux privés relèvent du public: que l'on pense aux dossiers comme l'avortement ou le droit de mourir dans la dignité. Ces jeux d'échelle dans l'espace politique n'abolissent pas les frontières ni n'effacent les enjeux nationaux: ils impliquent simplement la prise en considération de nouvelles perspectives.

Aux jeux d'échelle dans l'espace politique correspondent à ceux du temps. Encore ici, on observe un même bouleversement des perspectives temporelles. Grâce à des pratiques comme celles de jurisprudence et de planification étatique, l'action politique privilégiait autrefois la durée, longue de préférence. Désormais, avec l'accélération des moyens de communication et le marketing des entreprises médiatiques produisant une information-marchandise prête à la consommation rapide, le moment politique devient celui de l'instant immédiat. Que l'on songe à la prolifération des sondages comme autant d'instruments manufacturant l'opinion sur le très court terme, en s'appuyant sur la réactivité de l'émotion instantanée plutôt que sur le temps d'arrêt de la réflexion. Un autre bouleversement du temps politique relève du primat du présent au détriment du passé et du futur. Ce primat se fonde sur l'individualisme contemporain qui favorise un certain égocentrisme, ainsi que sur des jugements de valeur sur le temps: le passé apparaît essentiellement révolu, l'avenir semble nécessairement inquiétant, le présent est donc un refuge apaisant. Ce faisant, il alimente la cacophonie des opinions éphémères et prêtes-à-jeter, dont le *fast-thinking* des *über-chroniqueurs* constitue une manifestation éloquente. Partant des simples conversations sur les réseaux sociaux pour s'étendre aux tribunes des radios-poubelles et des forums de discussion, le succès politique de l'interactivité 2.0 constitue aussi un autre indice probant du présent comme horizon de l'opinion. Dès lors, en les cultivant comme valeurs idéales, l'apologie de l'instant immédiat et du présent comme refuge renforce le déni du politique dans notre monde contemporain.

Pourtant, pas plus que la présence de problèmes planétaires n'estompent ceux du voisinage proche ou des États-nations, les enjeux de l'actualité immédiate ne sauraient gommer les questions, demeurant irrésolues, qui proviennent du passé et qui auront des incidences sur l'avenir. Il en va ainsi d'une activité cruciale du politique, soit celle du gouvernement. D'emblée, gouverner, c'est se souvenir: le bon gouvernement repose sur les acquis du passé, sur l'expérience qui en est tirée. Puis, gouverner, c'est prévoir: la préservation du bien commun exige d'estimer son potentiel dans un avenir proche comme éloigné. Enfin, gouverner, c'est assumer sa responsabilité à l'endroit de soi et des autres. Grâce à la délibération, au débat antagoniste et au consensus, la démocratie comme exercice politique et système de gouvernement s'appuie ainsi sur l'engagement mutuel de tous et toutes à travers le temps.

D'où la pertinence fondamentale *du* politique comme cartographie. Dégageant les perspectives, les cartes indiquent les références de l'espace et du temps qui sont indispensables pour la prise de décision et l'action politique. Par la suite, les citoyens peuvent proposer et négocier différents itinéraires de la droite à la gauche, d'un système idéologique à un autre: c'est là le jeu de *la* politique.

Une grande intendance

Les bouleversements spatiaux et temporels engendrent une certaine désorientation parmi les citoyens. En cherchant un point d'équilibre, il est dès lors tentant de se replier sur des références étroites : celles des émotions et du spectacle, ou encore celles de la consommation et du commerce. Cette désorientation civique a d'autres incidences. Mentionnons d'emblée le déni actuel du politique. Signalons aussi la popularité de la rhétorique des « vaches sacrées », flétrissant les instruments collectifs de promotion économique et de démocratie sociale acquis à la suite des luttes politiques. Cette rhétorique constitue une arme redoutable contre l'apport des institutions contribuant à leur manière au bien commun, à l'instar des systèmes scolaire, collégial et universitaire ; des syndicats ; des mouvements sociaux et de l'État.

En corrélation avec le déni, une autre incidence est la conception des affaires publiques telle une grande intendance, où le retour immédiat sur l'investissement, l'équilibre des comptes, la résolution à court terme des problèmes deviennent les objectifs primordiaux de l'action. Selon cette conception qui tient de l'acte de foi, le responsable politique n'est plus un gardien des traditions ou un visionnaire, encore moins un homme ou une femme d'État ; la figure cardinale est dorénavant celle du *gestionnaire* de l'actuel. Les dernières élections québécoises ont consacré une fois de plus la prégnance de la croyance en l'intendance : « Ensemble, on s'occupe des vraies affaires » (Philippe Couillard, 3 mars 2014) ; « Je crois qu'au Québec, pour avoir un vrai plan de redressement, c'est mieux d'avoir un comptable, un entrepreneur, un gestionnaire que d'avoir une travailleuse sociale ou un médecin » (François Legault, 22 mars 2014) ; les gens de Québec accorderaient une importance particulière à la « bonne gestion publique » et à la « rigueur budgétaire » (Pauline Marois, 12 mars 2014).

Si l'intendance possède quelques mérites en matière de gestion actuelle, elle s'avère lacunaire en ce qui concerne le maintien des acquis et la planification future. En effet, en réduisant les enjeux à des slogans publicitaires et à des problèmes immédiats, elle masque les perspectives spatiales comme temporelles. Partant, elle prive les citoyens d'éléments essentiels à leur habilitation dans la Cité : un temps pour réfléchir et s'engager, une culture et un savoir pour fonder les décisions, des ressources pour les mettre en œuvre. Plus de trente années de néolibéralisme convainquent des limites de cette croyance en l'intendance. Agité par Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Brian Mulroney, le spectre de la dette n'a pas disparu malgré des réformes à courte vue menées par des « bons pères et mères de famille ». Intoxiqués par leurs convictions, les encenseurs du néolibéralisme prônent toujours les mêmes solutions de rigueur sous d'autres termes : de l'« État-Provigo » de 1986 à l'austérité de 2014, en passant par le

déficit-zéro de 1996 et la réingénierie de 2003. Par contre, faute de politiques visant le long terme, les inégalités socioéconomiques se sont accentuées, les disparités entre les individus demeurent et l'état de la planète s'est dégradé.

Le temps comme résistance

Le déni du politique a des conséquences importantes. En figeant les relations de domination dans un présent éternel, il contribue puissamment au cynisme des citoyens, à la dissolution des liens sociaux et à la déperdition du bien commun. Pour une société comme celle du Québec, ces conséquences prennent des dimensions spécifiques qui sont profondément déstabilisantes. Devant celles-ci, les citoyens ont plusieurs choix. Ils peuvent se désinvestir de leurs responsabilités civiques, en se calant confortablement dans un consentement manufacturé. Ils peuvent aussi résister par diverses stratégies, entre autres par la prise en compte des perspectives spatiales et temporelles au cœur du politique. Penser en terme de durée; prendre le temps de réfléchir pour s'engager; concevoir le passé, le présent et l'avenir comme des balises pour l'action politique: voici autant de stratégies du temps comme résistance. Voilà autant de moyens pertinents pour appartenir, participer et s'épanouir dans la Cité.

* * *

À sa manière, le *Bulletin d'histoire politique* contribue depuis plus de vingt-deux ans à lutter contre le déni du politique. Au cœur de ce combat depuis ses origines, où la science n'exclut pas la conscience, Robert Comeau s'est engagé constamment et résolument. Maintenant qu'il aspire à d'autres formes d'engagement, cet éditorial tient à lui exprimer à la fois reconnaissance, hommage et affection.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Je tiens à remercier Donald Fyson qui, par ses critiques sur une version préliminaire du présent texte, m'a permis de préciser certaines formulations et hypothèses.
2. Michel Sarra-Bournet, « De la pertinence de l'histoire politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22 n° 1, automne 2013, p. 7-9.